

COMMISSION
DEMOCRATIE LOCALE

COMMENT LUTTER CONTRE L'ABSTENTION DES JEUNES ?



Compte-rendu de la séance du mardi 11 octobre 2022

I INTERVENANTS

Vincent Tiberj, Sociologue et professeur des universités à Sciences Po Bordeaux

Pierre Baudry, Co-fondateur d'Okoni, agence d'innovation à l'origine du projet « 1 jeune, 1 vote »



🕒 Le mardi 11 octobre de 16h30 à 18h00

📍 En visioconférence

Élus référents :

- 👤 • **Eric Berdoati**, maire de Saint-Cloud (92)
- **Hervé Charnallet**, maire d'Orgeval (78)
- **Anne Gbiorczyk**, maire de Bailly-Romainvilliers (77)



I ELEMENTS DE CONTEXTE

Élection après élection, **la participation électorale se réduit comme peau de chagrin**, et suscite à cet égard une inquiétude non dissimulée, notamment de la part des élus locaux, en ce que la pérennité des institutions démocratiques est questionnée. En l'espèce, **les dernières élections, quel que soit l'échelon concerné, pâtissent d'une abstention en forte hausse**. L'élection présidentielle, un scrutin jusqu'alors relativement prémuni d'un tel phénomène, a elle aussi été le théâtre d'une participation en berne en avril 2022 – l'abstention ayant été estimée à 28,01% au second tour et montant à 41% chez les jeunes de 18-24 ans.

Plus alarmant encore, **l'éloignement des urnes chez les jeunes**. En témoignent les récentes élections où l'abstention de ceux-ci est en moyenne supérieure à l'abstention nationale de 15 à 20 points. Quelques chiffres éloquent illustrent cette situation préoccupante :

- 72% d'abstention des jeunes lors du second tour des municipales en juin 2020;
- 87% d'abstention lors du premier tour des élections régionales et départementales en juin 2021 ;
- 75% d'abstention lors du premier tour des législatives en juin 2022.

Ce désengagement du jeu électoral observé chez les jeunes tend à fragiliser le modèle démocratique actuel, jusqu'alors fondé sur un outil nominal de participation à la vie de la cité incarné par le vote. Plus largement, **la déshérence du vote systématique imprègne l'ensemble de la société**, et se traduit par une participation intermittente aux temps électoraux, qui varie en fonction des scrutins et des enjeux. Les jeunes restent pour autant les plus directement touchés par ce phénomène, résultante de l'imbrication de plusieurs facteurs. On observe d'abord un « **moratoire politique** », concept théorisé par la sociologue Anne Muxel, caractérisé par une période de latence entre le moment d'accession au droit de vote et celui de l'exercice effectif de ce dernier. La participation électorale s'établit donc de manière progressive, au fil des ans, pour atteindre des taux équivalents à ceux de l'ensemble de la population seulement à l'horizon de la trentaine. A cela s'ajoute **une mal-inscription notoire chez les jeunes** : la moitié des mal-inscrits ont moins de 30 ans.

En parallèle, l'abstention des jeunes s'explique aussi par **le recours à d'autres modes de participation et d'implication**. Saisi par le Premier ministre à la suite des élections départementales et régionales de

2021, caractérisées par une abstention record, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a publié en mars dernier un avis relatif à l'« Engagement et participation démocratique des jeunes »¹. Au sein de celui-ci, le CESE démontre notamment que **les jeunes ne sont pas moins engagés ni intéressés par la politique que les générations antérieures**, mais privilégient « un engagement [qui] se manifeste moins par les urnes, mais de plus en plus par d'autres voies : pétitions en ligne, manifestations, boycott, diffusion de contenus en ligne... ».

Pour contrecarrer une abstention toujours plus forte et favoriser un nouvel élan de participation au fonctionnement démocratique, plusieurs propositions émergent. Le CESE, dans son avis susmentionné, formule ainsi 21 préconisations, parmi lesquelles figurent :

- ✓ **Ouvrir le droit de vote dès 16 ans**, accoude à une formation au vote dès le plus jeune âge ;
- ✓ Instaurer des visites obligatoires d'institutions républicaines dans le parcours de formation ;
- ✓ **Abaisser les seuils de signataires permettant le déclenchement des référendums d'initiative partagée** à 1/10e des membres du Parlement et à 1/50e du corps électoral ;
- ✓ **Généraliser les dispositifs de type « dialogue structuré » permettant aux jeunes d'intégrer le processus de co-construction des politiques publiques ;**
- ✓ S'appuyer sur « France Connect » pour lutter contre la non-inscription et la mal-inscription, en déclarant plus facilement un changement de domicile.

Bien que ne faisant pas consensus, l'expérimentation du vote par correspondance et par internet, ou par anticipation, pourrait également faire office de potentielle solution pour garantir un taux de participation électorale plus élevé.

Pendant la campagne présidentielle, les candidats se sont efforcés de toucher les jeunes en innovant dans leur communication. A titre d'exemple, articulée autour des outils numériques, dont les réseaux sociaux, la communication de la campagne de Jean-Luc Mélenchon a touché des milliers de jeunes, grâce à son format innovant et interactif. Le candidat a notamment cultivé sa présence sur les réseaux sociaux, en proposant une émission baptisée « Allô Mélenchon » sur Twitch et relayée en direct sur un Twitter Space créé à cet effet, visant à échanger autour de son programme électoral. Cette stratégie a néanmoins touché ses limites, ne permettant pas d'insuffler une réelle participation des jeunes aux élections législatives du mois de juin.

Vincent Tiberj, sociologue et professeur des universités à Sciences Po Bordeaux, a analysé les comportements électoraux des jeunes à la présidentielle 2022, et notamment leur vote plus massif pour LFI.

L'initiative 1 jeune, 1 vote, initiée par Okoni dont **Pierre Baudry** est le co-fondateur, a rassemblé les efforts de 40 chercheurs (CNRS, Paris School of Economics...) qui ont travaillé avec quelques centaines de jeunes sur des propositions concrètes telles que des ambassadeurs du vote, des informations sur les bureaux de vote, un espace centralisant et vulgarisant les programmes de chaque candidat...

I POINTS PRINCIPAUX DES INTERVENTIONS ET ECHANGES

Les élus référents de la commission Démocratie Locale – Hervé Charnallet, maire d’Orgeval (78) et Anne Gbiorczyk, maire de Bailly-Romainvilliers (77) – introduisent la séance. Ils remercient les élus pour leur présence et les intervenants pour leur disponibilité.

L’actualité nous montre que le bon fonctionnement de la démocratie n’est jamais acquis. La participation électorale est le socle de notre démocratie alors qu’il est fait le constat d’une augmentation de l’abstention, notamment chez les jeunes. Il s’agit d’avoir des éléments de compréhension de ce taux d’abstention élevé et d’échanger sur les pistes envisageables.

Intervention de Vincent Tiberj, Sociologue et professeur des universités à Sciences Po Bordeaux

Depuis le début de la Cinquième République, **les taux d’abstention ont augmenté à toutes les élections**. Cette augmentation n’est toutefois pas linéaire et l’élection présidentielle reste par ailleurs une exception avec un taux de participation relativement stable et élevé (70-80%).

Face à cette fin du vote systématique à chaque élection par les citoyens, **la figure du « votant intermittent » est apparue**. Une analyse par génération montre que ce comportement est le produit d’un ancrage générationnel et non un simple effet de jeunesse ; il se poursuit dans le temps. Autrement dit, des générations participatives restent participatives et des générations votant de manière intermittente continuent de voter de manière intermittente. Par ailleurs, **à mesure que les nouvelles générations apparaissent, la proportion des votants constants diminue et celle des votants intermittents progresse**.

Ces comportements ont des conséquences sur l’impact politique des générations par rapport à leur poids dans l’électorat. Ainsi, les citoyens nés dans les années 1960 ou avant pèsent plus dans les urnes que dans l’électorat et inversement, les citoyens après les années 1960, et particulièrement ceux nés après les années 1980, pèsent moins dans les urnes que dans l’électorat.

Par ailleurs, au sein des jeunes générations, **les comportements abstentionnistes et intermittents sont discriminés par le niveau de diplôme, le niveau de revenu et la catégorie socio-professionnelle** ; ce sont les plus précaires et les moins diplômés qui se déplacent moins aux urnes.

Pour autant, il est hâtif de considérer ce constat comme une crise de la citoyenneté. Le vote n’est qu’une des formes de la participation politique. Il s’agit plus précisément de la participation « dirigée par les élites », qui ne laisse pas beaucoup de place au citoyen au-delà de la délégation de pouvoir, alors qu’aujourd’hui, les modes de participation « dirigeant les élites » gagnent du terrain chez les plus jeunes générations (cf. travaux d’Inglehart). Ainsi, la croissance de l’usage des manifestations, mobilisations sur les réseaux sociaux, boycotts, pétitions, sit-in etc. empêche de parler d’une telle crise. **Au-delà d’une crise, nous sommes plutôt face à une transformation de la culture citoyenne et participative, plus protestataire**. Ces modes de participation ne sont d’ailleurs pas exclusifs et de nombreux citoyens pratiquent à la fois le vote et les modes de participation « dirigeant les élites ».

Néanmoins, le taux de non-participants augmente progressivement avec le rajeunissement des générations, encore discriminé selon le niveau de diplôme, le niveau de revenu et la catégorie socio-professionnelle, c'est-à-dire des personnes qui déjà sont faiblement représentés dans la scène politico-médiatique.

Une piste de réflexion est de redonner au vote une plus grande valeur. **Il ne doit plus être associé à une simple délégation de pouvoir mais à des choix.** Les **référendums d'initiative citoyenne locaux** sont une bonne perspective dans cet objectif car ils donnent l'impression aux participants d'être des « citoyens à part entière ».

Intervention de Pierre Baudry, Co-fondateur d'Okoni, agence d'innovation à l'origine du projet « 1 jeune, 1 vote »

Face au constat de désengagement général dans notre société, Okoni souhaite redonner le pouvoir d'agir par les citoyens et teste des expérimentations à cette fin. **Trois leviers principaux sont distingués : le design** (plus attractif), **la transformation des organisations** (plus participatives) **et l'éducation** (se sentir plus compétent et légitime par le savoir).

Les causes de l'abstention sont à la fois institutionnelles (non et mal-inscription notamment), **contextuelles** (défiance, désaffiliation) et enfin **comportementales**. C'est sur ce dernier point que souhaite agir Okoni ; il s'agit de se demander s'il existe des incitations comportementales envisageables pour faire revenir les jeunes au vote.

Lors d'un atelier d'intelligence collective mené en début d'année 2020 avec quinze chercheurs et chercheuses en économie expérimentale, l'équipe de designers d'Okoni et sept jeunes « plus ou moins motivés par l'idée d'aller voter », une vingtaine de solutions ont été mises en lumière. Parmi elle, trois ont été testées :

- **L'ambassadeur du vote** : les jeunes doivent rédiger un texte pour motiver un autre à aller voter. Si le message est jugé convaincant, la personne qui a rédigé le texte reçoit 80€.
- **La comparaison sociale** : les jeunes sont informés du taux de participation dans leur catégorie d'âge à l'élection de 2017 ainsi que le taux de participation des personnes plus âgées (60-74 ans). Il s'agit de leur faire comprendre la différence de l'impact politique de chaque génération (les jeunes étant sous-représentés par rapport à leur poids dans l'électorat).
- **Les informations pratiques** : les jeunes sont informés de leur bureau de vote de rattachement et il leur est demandé d'indiquer l'heure à laquelle ils comptent se rendre au bureau de vote, s'ils seront accompagnés et ce qu'ils comptent faire après avoir voté. Il s'agit de favoriser la projection car il a été montré que la planification d'un comportement vertueux augmente sa chance de réalisation.

Ces expérimentations ont été réalisées durant le printemps 2022 pendant l'élection présidentielle. Les jeunes testés ont été « recrutés » au sein de leur université ; le biais de l'étude est donc son exclusion d'une grande partie des jeunes, ceux ne faisant pas d'études supérieures.

Les résultats montrent un taux de participation similaire (86%) dans chaque situation, c'est-à-dire celle des jeunes n'ayant eu aucune sensibilisation particulière dans le cadre de l'étude, celle des jeunes ayant écrit ou reçu un message d'incitation au vote, celle des jeunes informés de la comparaison sociale et celle des jeunes ayant planifié leur journée. **Plusieurs explications sont envisageables. Lorsque l'intention initiale d'aller voter est déjà forte, les stratégies comportementales ne sont pas efficaces.** Par ailleurs, les jeunes n'ayant eu aucune sensibilisation particulière dans le cadre de l'étude ont toutefois été invité à participer au test expérimental, ce qui constitue *in fine* une influence.

Enfin, ces mêmes jeunes ont été recontactés aux élections législatives pour connaître leur participation. Là encore, le taux est similaire entre les jeunes ambassadeurs de vote et les jeunes n'ayant eu aucune sensibilisation particulière dans le cadre de l'étude (63%). **Les incitations comportementales testées par Okoni n'ont finalement pas d'effet sur le vote des jeunes dans l'échantillon de l'étude.**

Il s'agissait toutefois de la première expérimentation de ce genre et à cette échelle en France, d'autres sont envisagées afin de tester d'autres incitations comportementales et l'impact du design comme levier.

Questions et retours d'expérience des participants

Comment expliquer la non-participation d'une partie de la population ? Pourquoi certains abstentionnistes sont indifférents et non dans un registre de la contestation ?

Vincent Tiberj précise que cette observation n'est pas faite dans tous les pays européens. La culture d'élu est un levier intéressant ; ils doivent plus être à l'écoute et dans une démarche participative aujourd'hui où les citoyens sont de plus en plus capables de jouer leur rôle (élévation du niveau de diplôme de la population et accès à l'information facilité par internet et les réseaux sociaux).

Le sociologue Tom Chevalier a eu l'occasion de montrer l'impact des politiques nationales de jeunesse sur cette indifférence. Des pays comme la Suède et le Danemark comptent des taux faibles d'abstention et font en sorte de donner les moyens de l'autonomie à tous les jeunes (par exemple par des dispositifs tels que le revenu universel).

Cette crise de la participation politique n'est aussi que l'illustration d'une crise de la participation plus globalement, avec une chute du nombre de syndiqués. Alors que les catégories socio-professionnelles précaires étaient autrefois insérées dans des collectifs, les plus jeunes générations au même âge connaissent beaucoup moins ce sentiment collectif, notamment car ils sont en contrat intérim ou en CDD, contribuant moins à les socialiser et les connecter aux enjeux de la politique.

Comment lutter contre les phénomènes de non et mal-inscription chez les étudiants partis étudier ailleurs ? Comment favoriser les procurations à défaut qu'ils s'inscrivent ailleurs ?

Vincent Tiberj précise que le problème de la non et mal-inscription est aussi un souci dans les villes étudiantes où les résultats des élections ne sont pas réellement représentatifs des volontés et opinions des habitants. L'enjeu de l'information des électeurs est primordial.

L'information n'est-elle pas plus polluante sur les réseaux sociaux avec les contradictions qu'elle porte ?

Vincent Tiberj confirme que les « bulles de filtre » et les algorithmes sont des biais dont il faut être conscient. Il estime toutefois que le citoyen, progressivement, est de plus en plus en capacité de s'en rendre compte et de mieux s'auto-informer.

Comment parvenir à impliquer les jeunes générations, particulièrement des quartiers populaires, dans les initiatives locales destinées à les sensibiliser aux enjeux politiques ?

Vincent Tiberj pense que cela doit se faire dès le plus jeune âge, dans le cadre scolaire. Il faut leur donner une culture et une habitude à l'empowerment, c'est-à-dire la capacité de faire et d'être autonome. Sur la dimension des jeunes issus de milieux populaires, il faut partir « d'en bas ». Ces quartiers ne sont pas des déserts citoyens et un tissu associatif existe, il faut le valoriser car c'est le meilleur moyen pour réarrimer les jeunes et leur permettre de parler de leurs enjeux.

Pierre Baudry ajoute que les projets participatifs permettent de recréer de la citoyenneté (par exemple les associations de parents d'élèves). Ce sont bien les temps de création collective plus que la décision finale qui importent pour valoriser cette habitude.

Une élue d'une grande ville de petite couronne témoigne d'une expérience de budget participatif pour mobiliser les jeunes (15-25 ans) ; ils devaient présenter des projets et certains ont été sélectionnés par la mairie pour être réalisés. Ainsi, cela a permis à tous les participants (y compris les non-sélectionnés) d'être reçus par les élus et les services de la ville pour faire de la pédagogie sur le rôle et le fonctionnement de la mairie. Pour ceux dont les projets ont été sélectionnés, ils ont été accompagnés, à la manière d'un tutorat, par un élu et un membre des services de la ville tout au long de la réalisation dudit projet. **La même élue** précise, à la suite de la sollicitation d'une élue intéressée, qu'ils ont tenté de sensibiliser les jeunes à ce projet par tous les moyens à leur disposition : une plateforme (construite suite à un appel d'offre) a été relayée dans le journal local, sur les réseaux sociaux, à la sortie des lycées avec un bus mobile et la distribution de flyers ou encore *via* la sollicitation des clubs sportifs.

Enfin, **une élue d'une petite commune** souligne l'existence de l'option « engagement citoyen » du baccalauréat, qui permet d'obtenir des points supplémentaires et de sensibiliser les jeunes aux mécanismes participatifs et politiques.

Comment allier le design et la méthode expérimentale ? Rendre les bureaux de vote plus attractifs ou envisager le vote électronique sont-elles des perspectives dans ce cadre ?

Pierre Baudry estime que le design est la façon de rapprocher les producteurs/offreurs (ici de politiques publiques) des demandeurs (ici les citoyens/ administrés). Il ajoute que jouer sur la forme du vote peut-être une perspective mais qu'elle doit être testée.

Sur la question du vote électronique, des études menées en Suisse et aux États-Unis montrent que ce dispositif a tendance à faire baisser la participation. Cela s'explique par le fait que sortir et aller voter dans un bureau constitue une norme sociale dans son rôle de citoyen. Cette « pression sociale » s'exerce plus faiblement si le vote est électronique.

Une élue d'une ville de petite couronne partage son expérience du design comme levier, notamment dans le cadre d'une collaboration avec une école de design sur l'intégration des nouveaux habitants puis l'intégration des filles dans les locaux du club de foot de la commune.

Vincent Tiberj partage à titre informatif une initiative mise en place par des politistes américains pour mobiliser notamment les minorités : « faire la fête en votant » <https://www.baltimorevotes.org/>.

LISTE DES INSCRITS :

NOM	PRENOM	COMMUNE	FONCTION
Aden	Nasteho	Stains	Élu(e) - Conseillère municipale
Akkouche	Saphir	Champigny sur Marne	Adjoint au maire
Bourbonneux	Ghislain	Hermé	Adjoint au maire
Brunel	Anne	Dampierre-en-Yvelines	Adjoint au maire n°1
Bury	Cindy	Saint Martin Du Tertre	Adjointe en charge de la vie Associative de la Culture et du sport
Caristan	Guillaume	Palaiseau	Élu(e) - Adjoint au Maire
Carzoli	Pamela	Paris	Rattaché(e) à un service d'une collectivité - Conseillère
Chainon	Félicie	Montévrain	Elu(e) - conseillère municipale deleguee
Chalal	Chabane	Les Ulis	Élu fabrique citoyenne
Cousin	Dorian	Gagny	Conseiller Municipal délégué
Créteil	Anamba-Oana	Créteil	Conseillère municipale et Vice-présidente en charge de l'Economie Sociale et Solidaire de l'Insertion et de l'Emploie l'Economie
De Beauval	Isaure	Boulogne-Billancourt	Maire adjoint démocratie locale
Devos	Joëlle	Conflans	Adjointe à la santé, action sociale et seniors
Dos Santos	Nathalie	Croissy-sur-Seine	Élu(e) - conseillère municipale déléguée à la co-construction
Dupuy	Joelle	Ermont	Maire Adjointe Ermont
Ekoue	Florine	Saint-Michel-sur-Orge	Conseillère municipale en charge de la citoyenneté et de la jeunesse
Girardy	Didier	Bondy	maire adjoint
Goyheneche	Philippe	Nogent-sur-Marne	adjoint au maire
Grande	Christian	Guyancourt	conseiller municipal
Grünebaum	Julie	Noisy-le-Sec	Adjointe au Maire : en charge du Projet Educatif Global, délégation droits des enfants
Hafed	Amal	Le Thillay	Élu(e) - Conseillère municipale
Hertz	Gabrielle	Levallois Perret	Chargée de mission -Démocratie locale
Idouhamd	Medhi	Les Ulis	Élu(e) - Conseiller municipal délégué aux NTIC
Janus	Alain	Chilly-Mazarin	Adjoint jeunesse et sports
Jouenne	Antoine	Châtillon	Élu(e) - Maire Adjoint
Lambilliotte	Floriandre	Joinville le Pont	Rattaché(e) à un service d'une collectivité - Chef de cabinet
Lecossois	Florence	Rochefort	Fonctionnaire
Levy	Stéphane	rueil malmaison	Rattaché(e) à un service d'une collectivité - directeur financier
Marcin	Rémy	Paris	Directeur des relations institutionnelles
Marques	Modeste	Montigny-Lès-Cormeilles / GB2A Avocats	Élu(e) - Conseiller municipal et communautaire / Avocat
Mercier	Christine	Gif-sur-Yvette	Maire-adjointe
Messaoui	Nadia	Saint-Siméon	Conseillère municipale
Mhenni	Delila	Les Ulis	Élu(e) - Elue
Molin Bertin	Caroline	Bois-Colombes	Élu(e) - maire adjointe
Monscourt	Philippe	Montévrain	Élu(e) - Elu
Murgadella	Sandrine	Chateaufort	Adjointe en charge de l'Enfance/Jeunesse et de la Démocratie Participative
Ollier	Pierre	Massy	1er maire adjoint Massy
Ollivon	Philippe	Nézel	Adjoint

Ouakka	Laila	Carrieres sous Poissy	1ère adjointe au maire
Pareja	Olivier	Guyancourt	Élu(e) - Adjoint au maire en charge de la démocratie
Pessoa	Tony	Champigny-sur-Marne	Élu(e) - Conseiller municipal
Piard	Estéban	Le Kremlin-Bicêtre	Directeur de cabinet
Planche	Patrick	Beauchamp	Maire Adjoint en charge de la démocratie locale
Provotal	Micheline	Villiers sur orge	Adjointe finances politique sociale
Pruvost	Vincent	Romainville	Élu(e) - Maire adjoint urbanisme, mobilités et aménagement
Samingo	John	Combs la ville	Adjoint au Maire
Sarr	Mariétou	Montevrain	Adjointe au Maire à la Jeunesse
Sauvaget	Annie	Orgeval	Élu(e) - conseillère municipale
Top	Josy	Vincennes	Adjoint au maire
Tricard	Perrine	Colombes	Adjointe au Maire